
CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Original: anglais

Quatrième session

Doha, 9 - 13 novembre 2001

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, M. MIKE MOORE, À LA SÉANCE INAUGURALE

Votre Altesse, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur Rubens Ricupero, Excellences, Mesdames et Messieurs et chers amis,

La présente conférence est l'aboutissement de plus de trois années de débats et de négociations sur l'orientation et les travaux futurs de l'Organisation. Mais par-dessus tout, elle marque le début d'un nouveau périple, qui sera également long et difficile, mais dont nous connaissons les objectifs: libéraliser encore les échanges, créer davantage d'emplois, renforcer le système multilatéral et étendre tous les avantages de ce système aux pays qui sont actuellement marginalisés par la pauvreté.

Les questions dont les Ministres sont saisis cette semaine sont essentiellement les mêmes que celles dont nous avons été saisis et que nous n'avons pas pu régler à notre Conférence de Seattle il y a deux ans, mais nous sommes maintenant beaucoup mieux préparés. C'est en grande partie grâce au processus extraordinaire de consultations et de débats qui a dominé les travaux de l'OMC au cours des deux dernières années. Des milliers d'heures ont été consacrées à des séances plénières et à des réunions des chefs de délégation; chaque question, et chaque position nationale, a été examinée par le menu; la transparence et l'ouverture, c'est-à-dire la légitimité, du processus de Genève ont été universellement reconnues. Le mérite en revient à notre Président M. Stuart Harbinson, à notre équipe et aux ambassadeurs et délégués à Genève qui ont travaillé d'arrache-pied, dans un climat d'ouverture caractérisé par l'honneur, l'intégrité et la bonne humeur. Quelques-uns de nos détracteurs ont raison. Nous avons tiré des leçons de Seattle que nous avons appliquées au cours du processus de Genève et que nous ne devons pas oublier pendant les prochains jours.

Par conséquent, les enjeux sont beaucoup mieux compris qu'ils ne l'étaient il y a deux ans, et le nombre de problèmes en suspens que les Ministres doivent régler a été ramené à un minimum acceptable. Cela ne veut pas dire que tout est réglé, mis à part quelques questions épineuses; nous savons tous que rien n'est convenu à ce stade, et que les documents qui ont été envoyés aux Ministres pour examen sont de simples projets. De profondes divergences subsistent. Il s'agit toutefois de projets clairs et sérieux, qui fournissent une bonne base pour les travaux, et pour les décisions que vous serez appelés à prendre à la fin de la Conférence.

Jusqu'à quel point ces décisions importent-elles? Quels sont les véritables enjeux? Ces décisions sont extrêmement importantes pour au moins trois raisons. Premièrement, il y a encore beaucoup à faire par le biais de la libéralisation des échanges. Chaque Membre de l'Organisation a des besoins qui sont pris en compte dans le programme de travail et de négociation qui vous est présenté maintenant. Sans un accord sur un tel programme, ils continueront d'être négligés, des injustices ne seront pas réparées et de grands besoins seront laissés de côté. Deuxièmement, il est extrêmement important pour le système commercial multilatéral dans son ensemble de démontrer qu'une coopération efficace et systématique entre les 142 Membres, et les nombreux autres qui s'ajouteront, est tout à fait possible. Les règles du système doivent être réexaminées périodiquement

parce que les circonstances changent, créant ainsi de nouveaux enjeux et de nouvelles possibilités. Chacune de ces règles doit être négociée et adoptée par consensus: c'est la source de leur légitimité. De la même façon, elle ne peuvent être modifiées que par la négociation et par consensus. Une organisation parvenue à maturité et sûre d'elle devrait accepter de faire l'objet d'un examen approfondi – c'est salutaire, c'est ainsi qu'on améliore le service. En fin de compte, au bout de quelques années, les parlements et les congrès doivent ratifier l'accord final.

Troisièmement, l'économie mondiale a besoin du signal de confiance dans des marchés ouverts et d'attachement à la coopération internationale qui sera donné en parvenant à un accord ici. Les échanges mondiaux ont progressé de 12 pour cent en 2000, mais après l'un des plus sérieux ralentissements observés au cours de notre époque, les projections font état d'une croissance de 1 ou 2 pour cent dans le meilleur des cas pour 2001. La demande de produits exportés par les pays en développement a chuté de 10 pour cent. Les recettes diminuent et des emplois sont perdus dans des pays aussi bien du Nord que du Sud. Si nous entrons dans une récession véritable, nous souffrirons tous, mais c'est certainement les pays en développement qui souffriront le plus, surtout les plus pauvres et les plus faibles d'entre eux, parce qu'ils sont marginalisés. La question de savoir si ce scénario se concrétisera dépend dans une large mesure du facteur confiance – notamment la confiance dans le fait que les gouvernements ne succomberont pas à la tentation du protectionnisme. L'état de l'économie mondiale et la menace du protectionnisme exigent que les gouvernements s'engagent clairement à soutenir et à renforcer le système commercial international et à régler leurs différends par la négociation.

Nous savons que le commerce et la libéralisation du commerce ne sont pas des fins en soi. Ce n'est pas non plus le commerce – ni la croissance économique proprement dite – qui éradiquera la pauvreté. Mais nous savons aussi que le protectionnisme créera de la pauvreté, comme il l'a toujours fait, et exacerbera les tensions et les conflits au niveau international, comme il l'a toujours fait.

Cette réunion scellera n'est mlisés. La question de cie lap1riqui scr qui h leordite maller,

